

Le service civique fête son 500.000e volontaire

Paris, 9 mars 2021 (AFP) -

Le service civique, qui permet aux 16-25 ans de s'investir dans une mission d'intérêt général, célèbre mercredi son 500.000e volontaire engagé depuis la création du dispositif en 2010.

Cette "grande réussite" a un "vrai impact sur la société", d'autant que la crise du Covid-19 a encore accru le désir des jeunes de se rendre utiles, a dit à l'AFP Béatrice Angrand, la présidente de l'Agence du service civique.

Le 500.000e contrat d'engagement doit être symboliquement signé mercredi avec la fondation GoodPlanet, présidée par Yann Arthus-Bertrand, en présence de Sarah El Haïry, la secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et de l'Engagement.

Le ou la jeune volontaire concerné(e) y participera à "l'animation d'ateliers en lien avec le développement durable et l'énergie" ou à des missions de sensibilisation au respect de l'environnement, une thématique plébiscitée par les engagés.

Pendant le premier confinement, au printemps 2020, les recrutements ont été très limités, mais à l'automne ils ont augmenté de 20% par rapport à la même période de 2019, a détaillé Mme Angrand.

"La crise du Covid a révélé ou accru des besoins spécifiques, donc nous avons développé des missions supplémentaires", a-t-elle expliqué. Parmi celles-ci, la "promotion des gestes barrières", par exemple dans les écoles, ou le soutien scolaire pour assurer la "continuité pédagogique".

Dix mille postes en service civique ont par ailleurs été ouverts en novembre pour accompagner les personnes âgées isolées et "renforcer les liens entre les générations", selon le gouvernement.

D'après Mme Angrand, l'engouement pour le service civique s'explique d'abord par "la quête de sens" des jeunes, qui y trouvent "l'occasion d'être utile, d'agir". Mais aussi par la possibilité d'"être en lien avec les autres" dans une période où, Covid oblige, les interactions sociales sont limitées.

Depuis janvier, les règles ont d'ailleurs été assouplies pour permettre aux étudiants de "conjuguer engagement et études dans de bonnes conditions", et ainsi "rompre l'isolement", a souligné Sarah El Haïry.

Alors que le service civique supposait jusqu'à présent d'être disponible au moins 24 heures par semaine, ce qui pouvait être difficilement compatible avec les cours, les heures de la mission peuvent désormais être comptabilisées de manière plus souple, sur plusieurs mois, "par exemple en s'engageant davantage le week-end", a-t-elle expliqué.

Le service civique, qui dure six à douze mois, permet d'effectuer une mission d'intérêt général dans les domaines de la solidarité, de l'environnement, du sport ou de la culture, notamment.

Les structures accueillantes sont des associations, des services de l'Etat, des établissements publics ou des collectivités territoriales, mais pas des entreprises. Le jeune perçoit une indemnisation de 580 euros net par mois (dont 473 euros pris en charge par l'Etat et 107 euros par l'organisme d'accueil).

Dans son discours du 14 juillet dernier, le président Emmanuel Macron avait annoncé un quasi-doublement du nombre de places financées, pour arriver à 245.000 jeunes en mission en 2021.

Les abus, qui verraient des organismes confier aux jeunes des tâches relevant de l'emploi salarié, sont très rares et les contrôles "ont été renforcés" pour les prévenir, a assuré Mme El Haïry. Selon elle, le gouvernement a "pris ce sujet à bras-le-corps, car cela ne doit pas mettre en danger cette belle aventure".

ab/bfa/cbn

Afp le 09 mars 21 à 21 05.

